

Au sommaire

18 ACTES COURANTS - IMMOBILIER

Urbanisme / Construction. Distances minimales entre les bâtiments agricoles et les locaux utilisés par des tiers en zones de montagne

19 ENTREPRISE

Liquidation judiciaire. Entrepreneur individuel : droit de poursuite des créanciers antérieurs à la réforme de 2022

21 FAMILLE - PATRIMOINE

Filiation. Délai de prescription de la tierce opposition contre un jugement d'adoption

22 FISCAL

TVA. Consultation publique relative aux dispositions transitoires de l'ordonnance portant recodification de la TVA

23 PROFESSION

Acte notarié. Partage judiciaire en Alsace-Moselle : validité de la représentation par procuration annexée au procès-verbal notarié

À LA Une

Principales mesures de la loi de finances pour 2026

La loi de finances pour 2026 a été publiée au *Journal officiel* du 20 février 2026, après validation, à quelques exceptions près, par le Conseil constitutionnel.

Elle vise à concilier le triple objectif de financer des priorités stratégiques du pays, préserver le modèle social et restaurer des marges de manœuvres budgétaires, en particulier pour pouvoir faire face à d'éventuelles crises à l'avenir.

Ce plan d'action a pour finalité de ramener le déficit public à 4,7 % du PIB en 2026 et à moins de 3 % en 2029.

L'essentiel de l'effort est concentré sur les ménages les plus fortunés et les grandes entreprises. Certains avantages fiscaux sont révisés compte tenu de la tension sur les finances publiques. Beaucoup de règles ont pour finalité de contrer les abus et les fraudes.

> **LIRE P. 1**